

Myint, H., *Southeast Asia's Economy : Development Policies in the 1970s*, Penguin Books, 1972, 189 p.

Rodolphe De Koninck

Volume 4, Number 4, 1973

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700366ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700366ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

De Koninck, R. (1973). Review of [Myint, H., *Southeast Asia's Economy : Development Policies in the 1970s*, Penguin Books, 1972, 189 p.] *Études internationales*, 4(4), 562–564. <https://doi.org/10.7202/700366ar>

l'auteur devant le grand débat traditionnel entre « réalistes » et « idéalistes » et par la nouvelle école « néoréaliste » qui, selon Edwards, prône de façon atténuée les mêmes principes que ceux de l'école réaliste. Le lecteur trouvera dans la première partie de l'étude toute une discussion faisant le point sur l'argumentation de chacune de ces tendances.

La seconde partie est de loin la plus importante. L'auteur y développe de façon claire mais en des termes volontairement simplifiés, qui surprendront peut-être agréablement les spécialistes, les principes de l'analyse décisionnelle en distinguant les différents processus qui viennent l'affecter. Les problèmes de distorsion de l'information, ceux de la réglementation et des circuits imposés par le type de régime, les problèmes de personnel au sein de l'administration bureaucratique, la routine et la nécessité de formuler des objectifs pour toute politique constituent l'ensemble des facteurs intervenants au niveau de l'exécution d'une politique. Plus important pour l'auteur est le problème de « l'image » des dirigeants, « image » qui se situe antérieurement à l'exécution et qui est l'origine de cette dernière. L'expérience du passé, le sens de l'histoire, les prédispositions personnelles de chaque dirigeant, leur optimisme ou leur pessimisme, leur nature autoritaire ou faible constituent pour Edwards autant d'éléments déterminants de « l'image ». Sur le plan des relations internationales, on doit constater que les « images » ont un impact très important sur le système international et contribuent à créer la réalité internationale. « L'image » doit par ailleurs s'analyser comme un concept qui n'est pas immuable et sur lequel on peut agir. « L'image » est enfin bidimensionnelle ; elle est pour moitié inconsciente, pour moitié susceptible d'être appréhendée rationnellement. Chaque « image » étant un produit « d'images » multiples, pour la plupart souvent erronées et résultant de préjugés solidement ancrés, il ne faut pas s'étonner, remarque l'auteur, que la nature du système international, qui repose encore sur la force et sur la menace, soit demeurée constante en dépit de l'évolution technologique, des échanges commerciaux et du niveau des communications.

Quelle est dès lors l'alternative ? Il s'agit en fait pour les États-Unis de redéfinir une politique étrangère ; il appartient à la nation la plus

puissante de donner l'exemple. Pour ce faire, il faut agir sur le facteur premier, c'est-à-dire « les images » qui déterminent les conduites. Les États-Unis doivent en premier lieu corriger « l'image » qu'ils ont d'eux-mêmes et agir dans le système international de façon constructive et désintéressée et non plus en fonction des problèmes intérieurs qui sapent les bases de leur politique étrangère. En second lieu, les États-Unis doivent modifier « l'image » qu'ils se font des autres États. Ce but ne peut être atteint que si l'on cesse de dépendre « l'adversaire » en des termes qui ne servent en fait que des objectifs pour la plupart internes et à court terme (p. 99).

Sur un plan plus général, il convient enfin de rompre les systèmes d'interactions réciproques et automatiques qui ont conduit à la course aux armements, à la course à l'espace mais aussi à tous les types d'escalade dans la violence. Les États-Unis doivent transférer tous ces domaines de l'action unilatérale au niveau de l'action bilatérale ou multilatérale et accepter de les négocier de la même façon que l'on négocie, que l'on marchandise et que l'on échange dans le commerce international.

La quatrième partie de l'ouvrage est la transposition de tous ces principes au niveau universel. Le ton général et certaines phrases dans le genre « nous-devons-convaincre-nos-adversaires-de-nos-intentions-pacifiques » peuvent certes irriter le lecteur ; il n'en reste pas moins qu'une réflexion cohérente et désintéressée telle que celle-ci, force le respect et pourrait être, ce que souhaite d'ailleurs l'auteur, un premier effort pour concilier analyse théorique et recommandation politique.

Gérard HERVOUET

*Assistant de recherche CQRI
Université Laval*

MYINT, H., *Southeast Asia's Economy: Development Policies in the 1970s*, Penguin Books, 1972, 189p.

Ce rapport de synthèse émane d'une étude appuyée par l'*Asian Development Bank*, sur les possibilités économiques de l'Asie du Sud-Est pour les années soixante-dix. Myint cherche à définir les conditions internes qui devraient

idéalement prévaloir pour que les nations de la région puissent profiter au maximum de l'aide et des débouchés commerciaux offerts sur le marché international et sur lequel, l'auteur l'admet, la région n'a aucun contrôle. Cela ne l'empêche nullement de fonder toute sa théorie de l'avancement économique de la région sur la croissance des exportations. Et à cet effet, il n'hésite pas à évoquer les conditions « avantageuses » qui existaient sous le régime colonial.

Afin de définir les conditions idéales à la croissance des exportations, l'auteur traite tour à tour de la révolution verte, de l'industrialisation, du commerce international, des investissements privés en provenance de l'étranger et des problèmes de croissance démographique. Grâce à la mise au point de diverses variétés hybrides de riz, la riziculture, ce secteur vital de l'économie régionale fait l'objet d'accroissements de productivité importants. Mais la révolution verte, même sur le seul plan technique, est loin d'être achevée. En premier lieu, des recherches doivent être poursuivies afin d'adapter les espèces à haut rendement aux conditions locales variées des diverses régions de l'Asie du Sud-Est. En second lieu, la recherche n'a pas encore résolu le problème du goût des nouvelles variétés de riz, qui sont généralement moins prisées que les variétés traditionnelles. Cette question apparemment secondaire est indispensable à l'expansion des marchés pour ces variétés. Finalement, la recherche devra mettre au point des variétés à haut rendement autres que le riz qui, au rythme où s'accroît sa production, saturera éventuellement les marchés locaux. La diffusion de l'avancement technique et les problèmes d'organisation qui y sont liés sont tout aussi importants que le progrès technique lui-même. Les conditions sociales dans lesquelles cette diffusion s'opère sont d'une incidence capitale quant à l'impact sur les populations rurales impliquées dans la révolution verte. Il est décevant de constater que l'auteur les relègue au second plan en raison de leur complexité. Myint insiste tout de même, à l'instar de nombreux auteurs tels René Dumont, sur l'importance du développement de la petite hydraulique, développement qui assure un meilleur contrôle, par le petit paysan, de l'un de ses moyens de production vitaux.

Les progrès liés à la révolution verte doivent

s'associer à l'accroissement du secteur industriel et à la politique de commerce international. Myint met cependant en doute le bien-fondé du développement des industries de substitution aux importations, proposant au contraire un accroissement accéléré des industries d'exportation. En d'autres mots, l'auteur s'appuie sur la théorie libérale du développement et recommande une insertion encore plus poussée dans le marché mondial contrôlé par les pays développés. Il justifie une telle recommandation en insistant sur la faiblesse des marchés locaux et sur l'abondance des ressources naturelles disponibles dans la région. Et même s'il propose le développement éventuel d'industries manufacturières fondées sur ces richesses, il évite d'aborder de front le problème de la dépendance à l'endroit du marché mondial qui continue et continuera à exister pour ces pays.

Les arguments avancés par Myint pour encourager les investissements étrangers dans la région sont classiques des économistes libéraux. Les capitaux sont disponibles, la main-d'œuvre locale n'est pas chère et si les nations de la région veulent avoir un contrôle quelconque sur leur développement, elles n'ont qu'à investir elles-mêmes les profits obtenus de l'exportation de leurs ressources naturelles, dont la mise en valeur est généralement contrôlée par des intérêts étrangers. Bien qu'en termes purement économistes, la position de Myint est défendable – en ces termes, elle l'est toujours (croissance du PNB ; voir le Brésil) – en termes de croissance interne économique, politique et sociale, elle l'est beaucoup moins car elle ne tient nullement compte des problèmes de répartition et de croissance inégales des classes sociales et des groupes culturels, tous des facteurs que l'auteur se refuse expressément à considérer (pp. 95 et 99).

Au sujet des politiques de contrôle de la croissance démographique, Myint met en relief le succès remarquable de Singapour qui est parvenu à abaisser son taux de croissance à moins de 1.5%. Parmi les autres nations de la région, la Malaysia est le seul où un programme sérieux de contrôle des naissances est à établir. Dans les pays plus peuplés et plus importants, notamment l'Indonésie où la population atteindra bientôt 130 millions, le problème demeure entier.

En concluant, Myint salue au passage les questions d'inégalités sociales et les problèmes d'intégration nationale et régionale mais son approche « économiste » l'empêche de tirer les conclusions qui s'imposent, c'est-à-dire remettre en question les liens de dépendance qui risquent fort de perpétuer le développement inégal, interne comme externe.

Rodolphe DE KONINCK

Géographie,
Université Laval

ORVIK, Nils *et al.*, *Departmental Decision-Making: A Research Report 1972*, Universitetsforlaget, Oslo, 162p.

Malgré les pressions du temps et des ressources financières, le professeur Orvik et ses étudiants ont fait une contribution utile à la littérature sur la politique étrangère comparée. Les auteurs examinent le processus de *decision-making* dans le ministère des Affaires étrangères de Norvège et des ministères semblables comme la Défense et le Commerce. Dans la conclusion, les auteurs se reprochent de ne pas inclure le Département de la marine du ministère de Commerce, et aussi le ministère de l'Industrie. À part l'introduction et la conclusion, les chapitres traitent des caractéristiques de l'organisation, les caractéristiques des fonctionnaires et les processus de communication et d'information. Le livre contient aussi le questionnaire que les auteurs ont utilisé et une bibliographie utile.

À notre avis, le chapitre méthodologique est trop long. Après avoir situé la Norvège dans le contexte international, les auteurs tentent de justifier leur choix d'étude de processus au contraire de l'option de l'étude de cas, et l'approche ministérielle à l'exclusion des autres, comme celles du gouvernement, du parlement, des groupes de pression, de l'opinion publique et des médias. On peut aussi sûrement observer un processus politique ou administratif dans ces autres institutions.

Néanmoins, étant donné leur optique, l'hypothèse majeure est que les grandes décisions sont déterminées par des décisions prises aux niveaux inférieurs dans les ministères, puisque

la plus grande tâche des auteurs est de découvrir l'influence relative des fonctionnaires à tous les niveaux de la bureaucratie.

Pour poursuivre leurs recherches, ils ont soumis leur questionnaire aux fonctionnaires des Départements de politique et d'économie du ministère des Affaires étrangères, du Département de commerce extérieur du ministère de Commerce et le ministère de Défense. Leurs sources documentaires ont consisté principalement en des cas tirés des dossiers qu'ils ont examinés, de deux jours d'une semaine de l'année 1966. Dans les entrevues, et en analysant la circulation des dossiers, ils ont tenté de déterminer la direction de l'influence dans les divers ministères.

Orvik et ses associés ont trouvé que les « colonels » (au Canada: directeurs-généraux des Bureaux) occupent des positions les plus stratégiques pour l'exercice de l'influence dans les directions verticales et horizontales. Il y a d'autres conclusions intéressantes aussi, concernant spécialement les différences entre les ministères, l'environnement de chacun de ceux-ci et les relations fonctionnelles entre les départements semblables à travers les barrières ministérielles. Le lecteur canadien trouvera très intéressant, sans doute, le traitement des relations structurées entre ministères et groupes de pression en Norvège.

Ce livre a été conçu dans le cadre des études administratives et de la politique étrangère comparée et il représente une contribution valable dans ces deux domaines. On voudrait que quelqu'un tente une telle analyse au Canada. Étant donné que les auteurs ont écrit en anglais, il y a très peu d'erreurs d'ordre technique.

T. A. LEVY

Centre for Foreign Policy Studies,
Department of Political Science,
Dalhousie University,
Halifax, Nouvelle-Écosse

KAHN, Hermann, *L'Ascension japonaise, Naissance d'un super-État. Défi et réponse* (traduit de l'américain par Pierre de Place), Édition Robert Laffont, Paris, 1971, 346p.